

*Questions orales***L'AVORTEMENT****LE CONGÉDIEMENT DU COMITÉ D'AVORTEMENT
THÉRAPEUTIQUE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD**

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, le seul hôpital de l'Île-du-Prince-Édouard où il existe encore un comité d'avortement thérapeutique a annoncé hier soir qu'il démantelait ce comité. A cause de cette décision...

Des voix: Bravo!

M. Robinson: A cause de cette décision, les femmes de l'Île-du-Prince-Édouard se voient refuser l'accès à des avortements légaux sûrs pour une raison purement géographique. Les femmes de cette province qui veulent obtenir ces services devront aller à l'extérieur, à grands frais, ou recourir à des avorteurs clandestins, ce qui causera de nouveaux retards et mettra leur vie en danger. Les femmes pauvres de cette province qui n'ont pas les moyens de se déplacer n'auront plus du tout accès aux avortements thérapeutiques. Cette tournure des événements dans l'Île-du-Prince-Édouard fait ressortir les injustices inhérentes aux dispositions actuelles du Code criminel régissant l'avortement qui ne sont qu'une parodie de l'égalité sexuelle, géographique et économique au Canada. En dépit du fait que de récents sondages Gallup laissent voir que la majorité des Canadiens aimeraient que le gouvernement garantisse l'accès à des avortements thérapeutiques sûrs, le gouvernement justifie son refus d'agir en prétextant que l'opinion publique est partagée.

• (1415)

Le 2 juin, le ministre chargé de la Condition féminine a répondu au Comité canadien d'action sur le statut de la femme qu'il prendrait des initiatives pour assurer, dans tout le Canada, l'uniformité des services d'avortement. Il est temps que le gouvernement cesse de laisser...

M. le Président: A l'ordre. Soixante secondes.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LE DROIT IMPOSÉ PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LES BARDEAUX DE
CÈDRE CANADIENS—LA LETTRE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Vendredi, environ 4,000 employés de l'industrie du bardeau en Colombie-Britannique vont perdre définitivement leur emploi si notre premier ministre ne demande pas au président des États-Unis d'annuler ce droit de douane.

Ce même vendredi, dans deux jours, 15,000 à 16,000 emplois de l'industrie canadienne du bois d'oeuvre vont être menacés si les Américains décident d'imposer des droits compensateurs. Le vice-premier ministre va-t-il essayer de convaincre son chef, le premier ministre, de nous communiquer une copie de la lettre que le président Reagan lui a adressée en réponse à la propre lettre que lui avait adressée le premier ministre au sujet des bardeaux, une lettre que le premier

ministre n'était que trop impatient de mettre en avant et de brandir à la Chambre?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le très honorable chef de l'Opposition devrait savoir, fort de sa longue expérience du gouvernement, qu'en temps normal on ne dépose pas ce genre de correspondance à la Chambre des communes.

[Français]

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, un ancien premier ministre, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, sait fort bien que notre premier ministre a déjà publié sa lettre au Président. Pourquoi maintenant ne cherche-t-il pas le consentement du Président pour publier sa réponse?

LA RÉPONSE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, ma question supplémentaire est la suivante: Pourquoi le premier ministre a-t-il autorisé son chef des communications, M. Guillaume Fox, à résumer le contenu de cette lettre à quelques journalistes?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne peux pas confirmer la proposition que le chef de l'Opposition vient de faire et je ne...

[Traduction]

... je ne souhaite pas non plus me prononcer sur son usage du français du 17^e siècle.

[Français]

M. Turner (Vancouver Quadra): Il est chanceux que le nom Joseph se traduise facilement!

[Traduction]

**ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE APPELLE LE
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, nos relations commerciales avec les États-Unis se portaient plutôt bien jusqu'à ce que le premier ministre s'en mêle et mette les pieds dans le plat. Le vice-premier ministre va-t-il essayer de le convaincre d'appeler directement le président pour lui demander d'annuler le droit de douane de 35 p. 100 et de bloquer la tentative d'imposition de droits compensateurs vendredi?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'imagine que le prochain argument du chef de l'Opposition va être que le Canada se portait bien quand il a été exclu du Groupe des Sept à l'époque où il était ministre des Finances.

En fait, nos relations commerciales avec les États-Unis n'étaient pas si brillantes que cela avant le début de ces négociations. Si vous voulez le vérifier, interrogez n'importe lequel des milliers de Canadiens dans toutes sortes de secteurs industriels dont les emplois sont maintenant menacés par un système qui ne marche pas. Voilà pourquoi nous nous sommes engagés dans des négociations visant à mettre en place une meilleure organisation et à garantir une meilleure sécurité et un meilleur avenir aux travailleurs canadiens.